

N° 5143⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

**portant modification des articles XXIV et XXX de la loi modifiée du
12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action
national en faveur de l'emploi 1998**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

**DEPECHE DU DIRECTEUR DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(16.7.2003)

Monsieur le Président,

Vu l'urgence du projet de loi susénoncé, nous avons l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'avis de notre chambre relatif au projet de loi sous rubrique.

Le présent avis vous est transmis sous réserve de la ratification ultérieure par notre assemblée plénière.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération très distinguée.

Copie de la présente est adressée ce même jour pour information à Monsieur François BILTGEN, en sa qualité de ministre des Relations avec le Parlement et de ministre du Travail et de l'Emploi.

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur adjoint,
Léon DRUCKER

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

*

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

Par lettre en date du 21 mai 2003, réf. MF/vb, le ministre du Travail et de l'Emploi a saisi pour avis notre chambre du projet de loi portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998.

1. Notre chambre salue le fait que le gouvernement a reconduit voire amélioré les mesures d'insertion et de réinsertion professionnelles ainsi que son financement en tenant compte davantage de l'offre et de la demande d'emploi.

2. Elle salue également le fait que les dispositions relatives à l'organisation du travail et notamment l'application d'une période de référence de quatre semaines moyennant établissement d'un plan d'organisation du travail (POT) respectivement la possibilité d'introduire des périodes de référence plus longues par voie conventionnelle restent limitées dans le temps et doivent être réévaluées le 31 juillet 2007 au plus tard. Dans ce contexte, notre chambre renvoie néanmoins aux objections qu'elle a formulées dans ses avis 35/98 et 7/2001 sur le projet de loi PAN.

3. Notre chambre réitère son objection qu'elle a formulée dans l'avis 39/2002 concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail et l'office national de conciliation et demande qu'elle soit intégrée dans le présent projet de loi.

Dans cet avis elle s'est opposé à ce que, principalement, les lignes directrices pour les politiques de l'emploi adoptées annuellement par le Conseil européen servent de lignes de conduites au cours des négociations d'une convention collective et, subsidiairement, qu'elles soient prorogées à durée indéterminée alors que jusqu'à présent ces dispositions ont eu un caractère révisable. Elle a par ailleurs rendu attentif qu'il est de mauvaise pratique législative de fixer des lignes directrices de nature purement politique et dépourvues de toute valeur juridique dans une convention collective. Finalement a-t-elle souligné qu'une telle obligation à charge des partenaires sociaux entrave la liberté syndicale et est susceptible de violer les conventions prévues par l'OIT.

Sous réserve des observations formulées ci-dessus, notre chambre a l'honneur de vous communiquer qu'elle marque son accord au projet de loi susénoncé.

Luxembourg, le 16 juillet 2003

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur adjoint,
Léon DRUCKER

Le Directeur,
Marcel DETAILLE